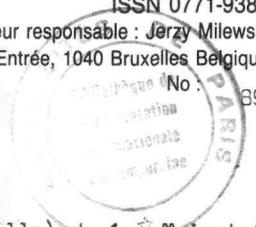


# NEWS

Bi-mensuel  
Date: le 30 avril 1987



ISSN 0771-9388  
Editeur responsable: Jerzy Milewski  
9, ave. de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique



1er MAI -- FETE DU TRAVAIL

LORS DE LA traditionnelle campagne "préventive" menée une semaine avant les fêtes (officielle) du 1er Mai et (non-officielle) du 3 Mai, la police de sécurité a interpellé 537 militants indépendants pour des conversations "d'avertissements" pendant le week-end du 24-26 avril. Les personnes emmenées ont appris que la police ne tolérerait pas de manifestations indépendantes pendant le 1er Mai où on s'attend à ce que les leaders de "Solidarnosc" soient interpellés pendant 48 h. Cette action de la police a concerné des militants de "Solidarnosc", des membres de Solidarité Combattante et de la Confédération pour la Pologne Indépendante (KPN), deux groupes qui ont signé un accord de coopération au début de cette année, ainsi que des membres de Liberté et Paix qui prépare un séminaire international sur la paix à Varsovie au début mai et des commémorations de la catastrophe de Tchernobyl.

LA TKK, dans un communiqué sur le 1er Mai, a appelé à un boycott des célébrations officielles, gouvernementales et à organiser des manifestations indépendantes le 3 Mai, anniversaire de la Constitution de 1771 qui symbolise la lutte pour la démocratie et l'indépendance. Le président de NSZZ "Solidarnosc", Lech Walesa a appelé les membres de tous les syndicats indépendants interdits par la loi martiale à participer conjointement à des manifestations indépendantes, le 1er Mai.

UN COMITE, de 160 membres, des Célébrations du 1er Mai, composé de représentants de NSZZ "Solidarnosc" ainsi que du Syndicat Polonais des Instituteurs interdit, des syndicats de branche et autonomes, a introduit en mars auprès des autorités municipales de Varsovie une demande d'autorisation pour l'organisation d'un défilé indépendant dans le quartier de Zoliborz, le 1er Mai. Le Comité a indiqué qu'il était prêt à négocier la durée, le parcours et les thèmes de la manifestation, proposant des slogans tels que "Nous avons besoin de démocratie autant que d'air", "Nous demandons une compensation à la hausse du coût de la vie", "Nous demandons de véritables réformes" et "Il ne peut y avoir de paix sans droits de l'homme". Les organisateurs d'un semblable comité avait été l'an dernier interpellé et interrogé par la police dans les 24 h après avoir introduit leur demande.

LES REPRESENTANTS de 15 groupes indépendants en Pologne, comprenant plusieurs structures de "Solidarnosc", ont signé un communiqué déclarant le 1er Mai, jour de Solidarité avec le peuple Afghan en lutte contre l'occupation soviétique. Ils ont appelé le soutien de tous les groupes indépendants en Pologne ainsi que de tous les groupes d'émigrés de pays du bloc soviétique.

\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*

LES SECRETAIRES-Généraux, Pizzinato, Marini et Benvenuto des centrales syndicales italiennes CGIL, CISL et UIL, ont protesté conjointement le 23 avril contre la décision de la direction des chantiers navals de Gdansk d'empêcher Lech Walesa de participer à un séminaire à Rome, organisé par ces trois centrales. Le séminaire a été reporté à plus tard en été, période où, selon la direction des Chantiers, Walesa serait libre de prendre ses congés.

L'AMNISTIE DE SEPTEMBRE 86 avait laissé dans les prisons polonaises une quinzaine de détenus de conscience. Le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur, a annoncé le 26 avril une amnistie pour neuf d'entre eux. Il s'agirait de sept militants de Cracovie emprisonnés pour jets de tracts le 1er mai 86: Grzesiak Zygmunt, Kumor Andrzej, Mleczek Jacek, Stachniuk Marian, Orzel Jerzy, Hebda Zdzislaw et Ochel Krzysztof; et de deux

militants de Gdansk, accusés d'avoir brûlé des paillassons devant le domicile de membres des néo-syndicats: Balewski Ryszard et Cybulski Andrzej. Ces neuf personnes étaient emprisonnées en détention préventive, sans jugement.

Si ces libérations étaient confirmées, demeurent emprisonnés:

- KRAUZE Kazimierz, né en 1956, travailleur des transports en commun de Cracovie, père de deux enfants, arrêté le 6 mars 1986, condamné à 5 ans de prison pour avoir détérioré des autobus;
- ZABA Jacek, né en 1963, travailleur des transports en commun de Cracovie, arrêté le 5 avril 1986 dans la même affaire, condamné à un an et demi de prison, peine actuellement suspendue en raison de son état de santé;
- LEWANDOWSKI Eugeniusz, originaire de Varsovie, condamné à deux ans et demi dans la même affaire;
- HODYSZ Adam, né en 1932, capitaine de la police de

4°P. 12007

Gdansk, condamné à 6 ans de prison pour collaboration avec Solidarnosc;

- SIEDLINSKI Piotr, né en 1953, policier de Gdansk, condamné à 4 ans de prison dans la même affaire, actuellement en fuite;

- WIJAS Maciej, né en 1962, soudeur de Kielce, déserteur qui s'est présenté aux autorités au dernier jour de l'amnistie, en détention préventive;

- CHECHLACZ Robert, né en 1964, arrêté le 4 mars 1982, condamné à 25 ans de prison (ramenés à 15 ans) pour le meurtre du sergent de police Karos;

- LUPANOW Tomasz, né en 1964, arrêté le 4 mars 1982, condamné dans la même affaire à 15 ans de prison (ramenés à 7 ans).

LA DIRECTION de l'Institut de Technologie Electronique de la Polytechnique de Wroclaw refuse de réintégrer Marek Muszynski, ancien président de comité régional de "Solidarnosc". A l'Institut, un appareil de coordination numérique est en panne et seul Muszynski, jadis spécialement envoyé pour formation en Urss, pourrait le réparer. Divers travaux d'études (dont certains programmes du gouvernement) sont en attente du fait de la panne mais la cellule du parti ne permet pas que le directeur l'engage même pour une réparation ponctuelle.

L'ARTICLE 52a, introduit au Code des Délits Mineurs le 24 octobre 1986, condamne, entre autres, l'impression et la distribution de publications illégales, de même que les troubles et désordres publics. En voici quelques applications:

-- DES INSCRIPTIONS "Hausses - stop, misère - assez", ainsi que des symboles de "Solidarnosc" et de l'organisation Pologne Combattante sont apparus sur une trentaine de tramways varsoviens le 19 mars. Ces slogans peints par le Groupe de Résistance "Solidaires" ont été effacés la nuit suivante par des membres du Parti. Un des "peintres", Piotr Izgarszew a été arrêté et condamné par le tribunal de délits mineurs à 50 mille zlotys d'amende et 30 mille zl de dommages.

-- ANTONI DLUGASZKOW, instructeur de conduite automobile à Ursus, a été condamné le 19 mars à 30 mille zl d'amende par le tribunal de délits mineurs de Pruszkow, suite à la découverte la veille de plusieurs exemplaires du journal indépendant "Wola" dans son véhicule de service.

-- KAZIMIERZ BUDZYNSKI de Lodz a été condamné à 30 mille zl d'amende pour "avoir tenté le 15 décembre d'introduire des publications illégales dans l'Usine Electrique Elektromontaz, découvertes par les gardiens de l'entreprise" ainsi que le rapporte, aux frais du condamné, le journal légal de Lodz "Express" du 24 février.

-- BOGDAN MAKARSKI, ingénieur géodésique, est détenu à Wroclaw. Le porte-parole du gouvernement, J. Urban avait annoncé la découverte d'explosifs lors de son arrestation et avait lié ce fait à un attentat contre le comité du POUW à Gdynia. En fait d'explosifs, la police n'a trouvé que des journaux indépendants et des décomptes de leur distribution; ce qui a permis de l'accuser selon l'art 92 ±1 de la loi fiscale (fraude de l'impôt) et d'évaluer l'impôt dû à quelques 700

mille zlotys.

-- APRES DES PERQUISITIONS aux domiciles de Pawel Miklasz et Jaroslaw Nakielski à Varsovie où des publications indépendantes ont été trouvées, ils ont été condamnés à 50 mille zl d'amende pour "détention" de ces journaux. Quand Miklasz a fait remarquer que l'art. 52a du code pénal ne prévoit pas ce délit, le président du tribunal a modifié l'accusation en "distribution".

-- ANDRZEJ GINCBURG, Jan Kempki et Jacek Potocki, arrêtés dans un appartement privé alors qu'ils reliaient des livres non-censurés, ont été condamnés à 50 mille zl d'amende chacun; Tomasz Golebiowski a été condamné à 40 mille zl d'amende. Les livres et le matériel ont été confisqués.

-- JAN LUTEREK, arrêté pendant l'impression de journaux indépendants, "Tygodnik Mazowski", "Most" et "Mysl" a été condamné à 30 mille zlotys d'amende.

-- ELZBIETA MURAWSKA, infirmière à l'Institut de Cardiologie, a été condamnée le 25 mars à 50 mille zl d'amende pour colportage de presse indépendante découverte la veille, lors d'une perquisition menée à son domicile par la police avec la participation d'une équipe de la TV; l'argent et les livres trouvés ont été confisqués.

-- DEUX ETUDIANTS de l'Ecole de Planification et de Statistique arrêtés à Varsovie sous l'accusation de distribution de tracts, ont été condamnés le 11 mars à 40 mille zl pour Robert Andrychowicz et 30 mille zl pour Grzegorz Banaszek.

-- KRZYSZTOF KOWALSKI, Dariusz Stolarski et un troisième jeune habitant de Plock, arrêtés le 28 mars avec des journaux indépendants, ont été condamnés le 30 mars à 50 mille zl d'amende, commuables en 50 jours d'arrêt.

-- GRZEGORZ KOLODZIEJCZAK, arrêté le 22 mars à la gare ferroviaire avec 300 exemplaires du journal indépendant "Wiadomosci", a été condamné à Gdansk à 50 mille zlotys d'amende.

-- JOZEF BIALKA de Sadkow, près de Wroclaw, instituteur à l'école ferroviaire, a été condamné à 50 mille zl d'amende et à la confiscation de sa Fiat 125p.

-- WITOLD KORONA, étudiant de géologie de l'Université Jagielon de Cracovie, a été arrêté et battu le 25 février à Varsovie et ensuite emmené pour une perquisition à son domicile dans la province de Czestochowa. Le tribunal de délits mineurs l'a condamné le 16 mars à 50 mille zl d'amende et à la confiscation de 3.000 exemplaires de livres, brochures, bulletins, tracts, cassettes et insignes de "Solidarnosc".

#### DANS LES ENTREPRISES

-- A "POLCOLOR" à Piaseczno, 80% du personnel de montage n'a pas retiré les salaires de mars quand la direction a annoncé le retrait du complément de motivation. Les salaires n'ont été retirés qu'après l'obtention d'une promesse de compensation de la perte.

-- A "TARMILO" à Tarnowskie Gory, dans une pétition à la direction, 65% du personnel a exigé une hausse de salaires et a menacé de grève. Après plusieurs heures de discussion, le directeur a accepté à la fin février les revendications du personnel.

-- A "POLAR" à Wroclaw, une assemblée de délégués de l'entreprise a demandé la réintégration d'Andrzej Szentak dans l'équipe du journal d'entreprise dont il avait

été licencié, un an plus tôt, pour y avoir critiqué la direction. L'assemblée a également demandé à la direction le licenciement de Jerzy Gosiewski, rédacteur en chef du journal d'entreprise qui, sous sa direction, "a pris un caractère exceptionnellement unilatéral et ignore une série d'événements importants de la vie de l'entreprise et du personnel".

-- A "URSUS" à Varsovie, les rigueurs de l'hiver et des difficultés d'approvisionnement ont entraîné au début février l'arrêt de la production de tracteurs sous licence anglaise. "On dit que les Anglais ne veulent plus nous envoyer de pièces (on manque de devises). Ursus a 60 milliards de zlotys de dettes et il faudrait 100 millions de dollars pour mener à bien la production sous licence. Après que les banques et ensuite les usines d'Etat aient refusé de prêter à Ursus, on prend l'argent nécessaire à la production dans le fonds social ou de logement", indique le journal d'entreprise de "Solidarnosc".

-- AUX USINES d'Habillement de Bytom, en raison de la non-réalisation du plan, on a introduit "jusqu'à nouvel ordre" le travail obligatoire les samedis libres, rémunérés comme une journée de travail normale.

-- A "MOSZCZENIA" à Jastrzebie, le directeur d'une section, Jan Pouch essaie de forcer le personnel à travailler le dimanche. Celui qui refuse est rayé de listes de travail des samedis libres pendant trois mois.

-- A "MALTEX" à Lodz, le comité d'entreprise du POUP a décidé que les retards de production, provoqués par des manques de matières premières et des ruptures d'énergie en janvier et février, seront comblés par le travail du personnel les samedis libres, dimanches et la nuit, avec salaire normal. Cela signifie que les travailleurs recevront "volontairement" 4 à 5 mille zlotys de moins par mois. Les membres du POUP à Maltex représentent 10% des travailleurs.

-- AUX TRANSPORTS Municipaux de Lubin, les membres de la direction ont obtenu de 3.500 à 5.000 zlotys d'augmentation, le reste du personnel mille zl. Six employées de la gare routière, mécontentes de cette faible augmentation, ont donné leur préavis. Le directeur Fudali a considéré l'affaire comme politique et a appelé la police de sécurité (SB). Après quelques discussions-interrogatoires, les employées ont retiré leur préavis.

-- A "WARYNSKI" à Varsovie, le Service de Surveillance de l'entreprise a imposé le 10 février que tout travailleur en voyage de fonction ou privé à l'étranger se présente avant son départ au service qui l'informe qu'il ne peut parler de politique à l'étranger et à son retour où il est interrogé sur ses contacts, sur d'éventuelles propositions de collaboration.

L'ECONOMIE

LE SALAIRE mensuel moyen dans l'économie étatisée s'élevait l'année dernière, selon le GUS, à 24.095 zlotys. Par secteur, les salaires les plus faibles apparaissent dans les services de santé (18.300 zl en moyenne), l'enseignement (19 mille), le commerce et l'industrie légère, papetière et du bois (un peu au-dessus de 20 mille zl). C'est dans l'industrie minière

que les salaires sont les plus élevés (52.300 zl en moyenne); cependant une petite moitié des mineurs touche ce salaire alors qu'il est attribué à plus de la moitié des employés des services de l'administration et de surveillance des mines (en moyenne, 63.400 zl pour les travailleurs "intellectuels" des mines, 50.700 zl pour les "physiques"). En général, contrairement, à une opinion répandue, dans tous les secteurs de l'économie, les salaires des non-ouvriers sont plus élevés.

PRES DE 70 ANS après l'introduction en Pologne de la journée de travail de 8 h, le travail en deux équipes consécutives, pendant 16 h, est de plus en plus fréquent. Même la presse officielle le reconnaît: un reportage de "Kultura" dans les Usines d'Appareils de Soudure "ASPA" de Wroclaw révèle que l'année dernière, on y a presté près d'un quart de million d'heures supplémentaires. Une journée de 16 h à Aspa donne à chaque fois 1.000 zl de complément. Une ouvrière avec 20 ans d'ancienneté gagne sans heure supplémentaire environ 15 mille zlotys.

DANS LES HOPITAUX, on manque de personnel de salle. Pas étonnant puisque à ce poste, on ne peut gagner plus de 16.000 zl. Dans trois hôpitaux varsoviens, des travailleuses des Equipes de Travail Volontaire (OHP) ont été engagées. Si les ouvrières gagnent peu, les OHP reçoivent des hôpitaux 50 mille zl pour chaque ouvrière détachée.

SELON LE PLAN Central Annuel, le fonds des salaires des entreprises ne pourra croître de plus de 12% en 1987, dans le cas contraire, l'entreprise paiera 500% de taxes. A comparer aux 20-30% d'inflation.

SUR LA LISTE des pays classés suivant leur solvabilité en tant qu'emprunteur financier, les pays occidentaux occupent les vingt premières positions. L'Urss est 23 ème; les pays de l'Est apparaissent vers la 40 ème position. La Pologne est classée à la 85 ème place, derrière le Malawi, le Bangladesh, l'Irak, l'Iran et la plupart des pays latino-américains.

SELON LE MINISTRE polonais de l'Industrie du bois, la pénurie de papier hygiénique en Pologne est due à "une erreur d'estimation du Bureau du Plan qui n'avait pas prévu à temps le très rapide essor culturel de la population, surtout dans le milieu rural". Planifié à 310 millions de rouleaux pour 1987, le marché est, suite à cette erreur, déficitaire de quelques 200 millions de rouleaux. Pour tenter de résoudre le problème, les 4 usines d'Etat productrices de papier de toilette ont réduit sa largeur de 13 cm à 10 cm; elles sont également soupçonnées d'en avoir rogné la longueur.

LES MEANDRES DE LA POLITIQUE AGRICOLE

Un groupe de spécialistes connus a préparé pour l'Episcopat polonais, à l'automne dernier, un "Rapport sur l'état de la campagne et de l'agriculture", dont voici un résumé.

L'agriculture polonaise est majoritairement individuelle, privée mais parcellisée et dispersée, avec des

